

**CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE SAINT-HONORÉ-DE-SHENLEY**

**AVIS DE MOTION  
RÈGLEMENT RELATIF À LA CIRCULATION DES  
VÉHICULES LOURDS**

Le conseiller Monsieur Gaétan Pelchat,  
a donné un avis de motion de la présentation et de l'adoption, d'un  
règlement modifiant le règlement relatif à la circulation des véhicules  
lourds.

**RÈGLEMENT NUMÉRO 51-2006**

---

**REGLEMENT RELATIF A LA CIRCULATION DES  
CAMIONS ET DES VEHICULES OUTILS DANS LES RUES  
BELLEGARDE, PELCHAT, BOULEVARD ENNIS ET LE  
TRONÇON DU RANG 9 A PARTIR DE LA RUE PRINCIPALE  
JUSQU'AU BOULEVARD ENNIS**

---

**ATTENDU QUE** le 5<sup>e</sup> paragraphe de l'article 626 du code de la  
sécurité routière permet à la Municipalité de  
Saint-Honoré-de-Shenley d'adopter un  
règlement pour prohiber la circulation des  
véhicules routiers sur son territoire ;

**ATTENDU QU'** il est nécessaire de réglementer la circulation  
des camions et des véhicules outils sur les  
chemins publics dont l'entretien est à la charge  
de la Municipalité afin d'assurer la protection  
du réseau routier, de protéger l'infrastructure et  
de conserver la tranquillité des secteurs  
résidentiels ;

**ATTENDU QU'** un avis de motion du présent règlement a été  
régulièrement donné lors de la session du  
conseil tenue le 9 août 2005 ;

**EN CONSÉQUENCE**, il est proposé par Monsieur Mario Breton,  
appuyé par Monsieur Richard Vermette, et il est résolu que le conseil  
statue et ordonne ce qui suit ;

**ARTICLE 1**

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

**ARTICLE 2**

Dans le présent règlement, les mots suivants ont le sens qui leur est ci-  
après attribué ;

Camion : Un véhicule routier, d'une masse nette de plus de 3 000  
Kg fabriqué uniquement pour le transport de biens, d'un  
équipement qui y est fixé en permanence ou des deux.

Livraison locale : La cueillette ou la livraison d'un bien pour

laquelle la circulation est autorisée par une disposition du Code de la Sécurité routière (L.R.Q. c.C-24.2) et sur un chemin public dont l'entretien est à la charge d'une municipalité, toute autre fin pour laquelle la circulation est exceptionnellement autorisée par une disposition d'un règlement ou d'une ordonnance qui édicte une interdiction de circuler.

Véhicule outil : Un véhicule routier motorisé fabriqué uniquement pour accomplir un travail et construit pour circuler à une vitesse maximale de 70 km/h.

Véhicule routier : Un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin ; sont exclus de véhicules routiers, les véhicules pouvant circuler uniquement sur les rails et les fauteuils roulants mus électriquement ; les remorques, les semi-remorques et essieux amovibles sont assimilés aux véhicules routiers.

### **ARTICLE 3**

La circulation des camions et véhicules outils est prohibée sur les chemins suivants, lesquels sont indiqués sur le plan joint au présent règlement à l'annexe A, qui en fait partie intégrante ;

- Rang 9 à la hauteur du Boulevard Ennis jusqu'aux limites de Saint-Benoit-Lâbre ;
- Rang 4 nord jusqu'aux limites de St-Jean de la Lande ;
- Toutes les rues de la partie urbaine à l'exception de la route 269, propriété du Ministère des Transports, du tronçon du rang 9 à partir de la rue Principale jusqu'au Boulevard Ennis, le Boulevard Ennis, les rues Bellegarde et Pelchat ;

### **ARTICLE 4**

L'article 3 ne s'applique pas aux camions et aux véhicules outils qui doivent se rendre à un endroit auquel ils ne peuvent accéder qu'en pénétrant dans la zone de circulation interdite afin de prendre ou de livrer un bien, de fournir un service, d'exécuter un travail, de faire réparer le véhicule ou de le conduire à son point d'attache ;

En outre, il ne s'applique pas :

- aux véhicules hors normes circulant en vertu d'un permis spécial de circulation autorisant expressément l'accès au chemin interdit ;
- à la machinerie agricole, aux tracteurs de ferme et aux véhicules de ferme, tels qu'ils sont définis dans le règlement sur l'immatriculation des véhicules routiers (décret 1420-91 du 16 octobre 1991) ;

Les exceptions prévues dans le présent article sont indiquées par une signalisation du type P-130P-1 ou P-130-20 autorisant la livraison locale.

### **ARTICLE 5**

Toutes prohibitions sur des chemins contigus et ce, indépendamment du fait que l'entretien est à la charge de la municipalité, de plusieurs

municipalités ou du ministère des transports, doivent être considérées comme une seule et même prohibition.

À moins d'indications contraires sur le plan annexé au présent règlement, chaque chemin interdit ou partie de chemin interdit forme une zone de circulation interdite ;

Toutefois, s'ils sont contigus, ils forment une même zone de circulation interdite ;

Lorsque lesdits chemins et un chemin interdit que le ministère des Transports ou une autre municipalité entretient sont contigus, ils font partie, à moins d'indications contraires, d'une zone de circulation interdite commune comprenant tous les chemins interdits contigus.

La zone de circulation interdite est délimitée par des panneaux de signalisation qui doivent être installés, conformément au plan annexé au présent règlement, aux extrémités des chemins interdits qui en font partie, à leur intersection avec un chemin ou la circulation est permise. Ces panneaux de signalisation doivent être du type P-130-1, auquel est joint le panneau P-130P-1, ou du type P-130-20.

Ailleurs qu'aux extrémités de la zone de circulation interdite, les chemins interdits peuvent être indiqués par une signalisation d'information du type P-130-24 qui rappelle la prescription (P-130P-1 ou P-130-20), notamment aux limites du territoire municipal.

#### **ARTICLE 6**

Quiconque contrevient à l'article 3, commet une infraction et est passible d'une amende conformément au Code de la sécurité routière (L.R.Q. , chapitre C-24.2).

#### **ARTICLE 7**

Le présent règlement entrera en vigueur dès qu'il aura reçu l'approbation du ministère des transports, conformément à l'article 627 du code de la sécurité routière ; il abroge, annule et remplace le règlement numéro 07-2001.

Le présent règlement a été adopté le 5 septembre 2006.

Entrera en vigueur, conformément à la loi.

---

HERMAN BOLDUC, MAIRE

---

EDITH QUIRION,  
D.G./SEC.-TRÉS.